

Présidentielle française : Faites vos jeux !¹

A quelques encablures du premier tour, rien n'était fait. Près d'une moitié des électeurs se disaient encore hésitants. L'emploi, le pouvoir d'achat, les pensions viennent en tête de leurs préoccupations. Mais la campagne a abordé la dernière ligne droite sans que les « grands » candidats ne répondent vraiment aux interrogations des citoyens. Tout bénéfique, peut-être, pour les droites sarkoziste et lepéniste qui ont pu donner au débat politique un tour sécuritaire et xénophobe.

L'arrivée est en vue. Mais la seule chose qui est sûre, c'est que la dernière ligne droite où cravachent les candidats s'effectuera dans le brouillard. C'est que, n'en déplaise aux sondages à répétitions, quasi-quotidiens, presque lancinants à force de prétendre dire une vérité qui échappe pourtant aux sondeurs eux-mêmes, les jeux ne sont pas faits. Ne fut-ce que pour une bonne raison : à quelques jours du premier tour de la présidentielle, le vivier des citoyens « flottants » restait aussi large... qu'insondable. Pas loin de vingt millions (sur 44,5 millions d'électeurs inscrits) disaient pouvoir encore changer de champion, miser en dernière minute sur un challenger. Parmi les jeunes de moins de 25 ans, une majorité ne savait toujours pas pour qui voter. Etonnant ? Pas vraiment. Car, que fut cette campagne, sinon ce que le quotidien *Libération* a appelé un « zapping » permanent « avec des thèmes ou des personnalités surgissant au gré de l'actualité : Nicolas Hulot, le patrimoine des candidats, l'insécurité, Airbus, l'identité nationale, les événements de la gare du Nord. » Difficile, effectivement, dans ces conditions d'y retrouver ses jeunes. Et surtout ses priorités dont toutes les enquêtes d'opinion montrent qu'elles tournent autour de la « question sociale » : l'emploi, le salaire, la précarité... La vraie vie, quoi ! Certes, les candidats ont des idées sur tout cela. Mais sans doute ne sont-elles pas fort exaltantes. Si peu que les ténors ont délibérément tenté de les mettre de côté, autant que faire se pouvait. Ce qui explique sans doute - autre élément qui amène à prendre les sondages avec circonspection - la volatilité de l'électorat dont les instituts s'accordent à dire qu'il peut toujours balancer de Le Pen à Sarkozy, du leader de la droite à Bayrou ou à la socialiste Ségolène Royal.

« Course de chevaux »

Et dans le même temps, la campagne a suscité un intérêt rarement atteint. C'est dire que, à la fois, les attentes sont énormes et les réponses guère à la hauteur des exigences des citoyens. Dans de telles conditions, n'est-ce pas la droite qui est la plus apte à profiter du flou ambiant ? Quel paradoxe... Après cinq ans d'un gouvernement de droite qui a appliqué ses recettes avec diligence et imposé sans désespérer sa politique ultra-sécuritaire, la gauche pouvait s'autoriser un bel optimisme. Avec le référendum du 29 mai 2005 contre le traité constitutionnel européen, à fort contenu libéral, la victoire contre le contrat première embauche, l'explosion dans les banlieues, une large place avait été rendue au débat politique, aux questions sociales. Les thèmes idéologiques de la droite - l'insécurité, l'immigration qui avaient façonné l'élection de 2002 - pouvaient du coup se retrouver en seconde ligne. Force est de constater que cette campagne-ci n'a guère clarifié les enjeux. Comme l'a noté *L'Humanité*, on a plutôt eu l'impression d'assister à « une course de petits chevaux étalonnée par des sondages en rafale » où les débats de contenus s'effacent. Et où, en finale, l'addition des scores promis aux candidats de droite - « centriste », façon Bayrou, « classique » avec Sarkozy, haineuse avec Le Pen - risque de projeter la gauche dans les barricades.

¹ Analyse parue dans le N° 316 du *Journal du mardi*, 17 avril 2007.

La droite donne le rythme

Sans doute celle-ci paierait-elle alors le prix d'un choix dangereux qu'a délibérément choisi de partager Ségolène Royal avec ses principaux adversaires. Ce que le *Monde diplomatique* a qualifié de « *logique de marketing* » avec ses « *zigzags idéologiques* » : « *Sous l'influence de la 'com', le verbe n'est plus que le prêt-à-porter d'une image de soi.* » Du coup, c'est la cohérence supposée des programmes qui en prend un coup, les « *priorités* » des uns et des autres qui s'en trouvent escamotées. Et « *les trois candidats favorisés des sondages discernent avec beaucoup d'acuité cette lacune...chez leurs rivaux. Voici François Bayrou qui dénonce le bluff de la 'rupture tranquille'...pour lui substituer sa dissidence prudhommesque, qu'il nomme 'évolution paisible'. Quant aux ténors de l'UMP, ils stigmatisent le style compassionnel et les colifichets sociaux dont Mme Royal a su agrémenter la toge éléphantinesque du 'projet socialiste'. Tout le monde ne bénéficie pas, en effet, de la subtile cohérence d'un Nicolas Sarkozy voulant à la fois réduire l'impôt du riche et accroître le labeur du pauvre.* »²

Des hâbleurs avant tout, les « *grands* » candidats ? A ce jeu, encore une fois, c'est la droite qui donne le rythme, impose ses thèmes. Une enquête de l'institut BVA confirme que la pauvreté, le chômage et la précarité constituent le tiercé de tête des préoccupations des Français, bien avant l'immigration, par exemple. Et pourtant, le candidat de l'UMP en pu faire de celle-ci un de ses principaux sujets de prédilection, avec l'insécurité. Faisant fi de la polémique, il n'a pas renoncé à créer un « *ministère de l'immigration et de l'identité nationale* ». Constatant que ses tentatives d'ouverture ne lui ont guère permis de mordre à gauche, confronté à la montée en puissance de Bayrou, le candidat de l'UMP a froidement décidé de « *droitiser* » à outrance sa campagne pour éviter l'érosion dans son camp. Et de faire monter la tension, accusant la gauche d'être, tantôt « *du côté des fraudeurs* » après les bagarres de la gare du Nord, tantôt d'être tributaire d'« *une pensée unique qui ne représente en rien les Français.* » Ce détournement du débat politique visait évidemment à empêcher que les attentes sociales impriment à la campagne un contenu dont le leader de l'UMP aurait tout à craindre en le faisant comptable du désastreux bilan de la majorité sortante. Un numéro d'illusionniste qui poursuit un autre objectif clair : lui éviter de s'expliquer sur ce qu'il adviendrait du « *modèle social* » français au terme de la révolution néo-conservatrice qu'il appelle de ses vœux.

Le style Sarko

Sarkozy a donc tout naturellement fait l'amalgame entre les actes d'« *une minorité violente qui croit que tout est permis* » et le délicat problème politique des sans-papiers. Dans la même veine, il a fait de la pédophilie une question génétique, une tare innée, ce genre de maladies qui, comme le suicide des jeunes, dénotent « *une faiblesse psychologique héréditaire.* » Bien dans la ligne, sa porte-parole, Rachida Dati, s'est dit, avec le même cynisme, prête à endosser les habits de « *ministre de la rénovation urbaine au Kärcher.* » Car la politique sécuritaire façon Sarko exige de « *faire du chiffre* », une conception étrangère à la notion de service public et qui a fortement dégradé l'image de la police française en la dépouillant de sa mission de protection et de prévention au profit de la répression. Ajoutons à cela les menaces proférées contre les étrangers menacés d'expulsion au profit qu'ils n'aimeraient pas assez la France, les mises en garde à la rédaction de la troisième chaîne qui lui aurait manqué de respect, l'agression verbale – « *Je vais te casser la gueule, connard !* » - proférée à l'encontre d'un de ses ex-collègues du gouvernement, et l'on voit se dessinant un bien sinistre portrait du leader de l'UMP. Un climat ténébreux a baigné la fin de la campagne où l'on a vu Sarkozy et Le Pen faire la course à l'extrême droite, le second reprochant au premier ses origines hongroises...tout en le

² « Les candidats parlent de moi. » Le Monde diplomatique, avril 2007.

voyant comme « un homme avec qui on peut parler ». « Nous avons choisi de coller à l'actualité, voire de la provoquer et cela semble porter ses fruits. Nous sommes parvenus ces deux dernières semaines à instaurer un véritable dialogue entre Jean-Marie Le Pen et Nicolas Sarkozy », a pu soutenir Marine Le Pen.

A l'UMP, où les dérives extrémistes du chef finissaient par inquiéter ses propres troupes, on a décidé de la jouer tactique. Pour un de ses responsables de campagne, Brice Hortefeux, les déclarations de M. Le Pen sur les origines de M. Sarkozy « condamnent le fantasme de connivence entre la droite et l'extrême droite. » Une façon de recentrer le candidat. Mais sans oublier que, selon les sondages, entre 60 et 75 % des électeurs du FN au premier tour seraient prêts à accorder leur suffrage à M. Sarkozy au second. Au bout du compte, Le Pen ne sera certes pas président. Mais la mise au centre du débat public des thématiques xénophobes et ethniques par une droite toujours plus à droite, toujours plus radicalisée est déjà une belle victoire pour le vieil histrion.

Revoici Le Pen

Alors que le candidat de l'UDF, François Bayrou, semblait marquer le pas dans les sondages, Jean-Marie Le Pen s'est installé dans les médias comme « le troisième homme ». Il a prophétisé un second tour Sarkozy-Le Pen. Manière d'inviter les électeurs de gauche à se mobiliser autour de Ségolène Royal dès le premier tour, sûr qu'il serait de la battre au second ? Les intentions de vote que lui prêtent les sondages sont supérieures à ce qu'elles étaient en 2002 à la même époque quand, déjà, l'insécurité s'était imposée comme thème dominant. La tournure de cette fin de campagne électorale a remis au centre du débat les idées qu'il incarne et les diatribes sur l'immigration ont légitimé les vieilles thèses racistes du président du FN. La tâche lui est d'autant plus facile que le traitement dont Le Pen bénéficie aujourd'hui dans les médias lui est favorable. Et ses assertions nauséabondes ont suscité peu d'indignation dans la presse. Le Monde lui a ainsi ouvert ses colonnes pour un entretien de près d'une page.

Bayrou-Sarko : les frères ennemis

Il serait un « président qui sait ce que c'est que de vivre avec un salaire d'ouvrier. » Dans la bouche de François Bayrou, la saillie est cocasse. Elle est aussi révélatrice du populisme dans lequel a baigné la campagne. Selon Nicolas Sauger, politologue au Cevipof, Bayrou « ancre véritablement son discours dans une rhétorique populiste traditionnelle (...) Il a réussi à convaincre que l'UDF n'avait pas été partie prenante du 'système' qui a gouverné depuis 1981. » Dès lors, la notion de centre est fonction « de l'espace qu'on lui laisse à gauche et à droite. »³

Or, au-delà de la posture affichée, le programme de Bayrou s'appuie clairement sur la même logique libérale que celui de Sarkozy. Outre quelques mesures à caractère social, le patron de l'UDF penche sans complexe à droite. La preuve par quelques mesures phares. « Travailler plus pour gagner plus » ? Il est aussi d'accord que Sarkozy sur le principe et la méthode. Pas d'augmentation du salaire minimum et des salaires. Mais une « libéralisation » des heures supplémentaires et une baisse des charges pour les entreprises. Pour tous deux, la loi sur les 35 heures est « autoritaire ». Le droit du travail ? L'un et l'autre prônent plus de souplesse dans l'embauche et le licenciement. L'un et l'autre, également, penchent pour le rognage de l'impôt sur la fortune, surtout pour les plus riches. Les retraites ? Il faut

³ « Bayrou, un extrême centre ? » L'Humanité du 30 mars 2007.

supprimer l'âge limite de départ. En matière de sécurité sociale, une plus grande participation serait demandée aux assurés – par la franchise pour l'UMP, une TVA « sociale » pour l'UDF qui transférerait largement le financement de la sécu sur les salariés. La fonction publique et les fonctionnaires –emploi et conditions de travail - sont également dans la ligne de mire des deux candidats de droite. Qui se retrouvent aussi largement en matière de répression et d'immigration...

Pas de quoi trop croire le candidat « antisystème », qui prône un gouvernement « *d'union nationale* », « *ni gauche, ni droite* » - une perspective qui trouve écho chez une bonne partie des Français déstabilisés par les alternances sans changement – quand il prétend incarner la rébellion face à un système à bout de souffle. M. Bayrou est un pur produit de ce même système, entré en politique depuis des décennies. Il a patiemment gravi les échelons. Délégué général du parti de Valéry Giscard d'Estaing au début des années 1990, puis président de cette même UDF, il a conquis tous les mandats électifs possibles sans jamais rompre avec ce qui s'appelle la droite en servant longtemps de supplétif au parti chiraquien maintenant phagocyté par Sarkozy. En qui – grâce ou à cause des réticences du PS à assumer de franches réponses de gauche – il voit son principal rival sur la voie du pouvoir suprême.

La fracture sociale occultée

À l'approche de l'élection présidentielle, il flotte en France un parfum d'insatisfaction, voire de frustration. Les principaux candidats ont choisi de zapper d'un sujet à l'autre, comme pour échapper aux préoccupations des Français. Celles-ci sont pourtant explicites. Selon le baromètre politique du CEVIPOF, par exemple, trois sujets majeurs d'inquiétude viennent en tête : les débouchés professionnels de leurs enfants, leur retraite et leur pouvoir d'achat. « *À eux seuls, soulignent les chercheurs du CEVIPOF, ces trois sujets rassemblent les trois quarts des inquiétudes exprimées par les Français.* » Le climat social, en cette veille d'élection, confirme cette analyse. Le secrétaire général de la CGT, Bernard Thibault, a attiré l'attention sur la multiplication des conflits, portant « *notamment sur la question des salaires* ». Pour le leader du premier syndicat de France, le fait que « *les salariés ne s'inscrivent plus dans une logique mettant entre parenthèses les revendications sociales* » en période préélectorale est à mettre en relation avec « *la détérioration de la situation sociale* » et la montée de la précarité. Pour *Le Monde*, « *la campagne électorale 2007 ne ressemble décidément à aucune autre, le social y a fait son entrée à travers une série de grèves et de manifestations. Dans un pays où la 'fracture sociale' est loin d'avoir été réduite, cette pluie de conflits ne doit pas être négligée par les candidats.* »

La campagne « n'accroche pas »

Le pouvoir d'achat est un élément déterminant du vote pour 75% des Français. Ils sont 62% à penser que l'action politique peut avoir une influence sur le niveau de pouvoir d'achat. Mais...32% seulement estiment que les candidats « *ont vraiment conscience (de leurs) difficultés financières.* » C'est que, selon l'historien Emmanuel Todd, l'auteur précisément de l'expression « fracture sociale », « *nous cherchons en vain le ou les thèmes centraux dominants chez les candidats. Nous ne voyons que des catalogues de propositions fluctuantes, voire contradictoires. Du coup, la campagne 'n'accroche pas'.* » A la CFDT, François Chérèque a donc fustigé les « *solutions partielles, l'absence de vision globale des principaux candidats, en difficulté évidente pour répondre aux attentes des premiers touchés par l'insécurité sociale.* »

L'occasion était belle pour la gauche, Ségolène Royal en tête, de brandir le flambeau du social. Au lieu de cela, elle a, tantôt, jonglé avec le thème de l'identité en exaltant le drapeau national, tantôt prôné « *le*

donnant-donnant » entre le salarié et le patron pour sortir de « *l'assistanat* », tantôt encore d'en finir avec « *l'idéologie punitive du profit* », ainsi réhabilité à gauche. Avant de sortir son idée de contrat première chance (CPC) qui a résonné comme un remake du contrat première embauche (CPE) aux oreilles de ceux qui ont manifesté victorieusement l'an dernier contre ces emplois au rabais. « *Je ne suis pas Ségala* (ndlr. Le publicitaire de plusieurs campagnes de Mitterrand), *mais le nom même de CPC est une connerie* » a soupiré un ponte socialiste. En fait, c'est tout le programme de la candidate socialiste qui apparaît souvent ambigu, tant pour le salaire minimum (SMIC) (« *Il ne faut pas demander 1500 euros bruts tout de suite, il faut être réaliste* ») que sur les retraites, la « responsabilisation » des chômeurs ou la fiscalité : silence radio, par exemple, sur l'annulation des cadeaux fiscaux accordés aux plus riches par la droite.

Voici cinq ans, Lionel Jospin avait perdu dès le premier tour après avoir claironné : « *mon projet n'est pas socialiste* ». Selon *Le Monde*, Mme Royal « *a un projet plus 'ségoléniste' que socialiste, même si, pourvu d'un catalogue de mesures sociales, il a été perçu comme marquant une inflexion à gauche.* » Pas toujours facile, dans ces conditions, de prendre à contre-pied ces dangereux démagogues que sont Sarkozy ou Le Pen. Ou de se distinguer de Bayrou quand il s'offre le luxe de s'affirmer « *plus à gauche que le PS* » sur bien des dossiers. Certes, rien n'est joué d'avance et au final, les indécis risquent fort de faire la différence. Avec plus ou moins de conviction.

Une VIème république ?

La question a fait un retour fracassant dans la campagne. La glorification de la Ve République fondée par De Gaulle en 1958 n'est plus guère à la mode. Prétendant à l'époque stabiliser les institutions, se voulant un régime hybride mi-parlementaire, mi-présidentiel, elle s'est vite affichée comme une République présidentielle où le président décide, le gouvernement exécute et la majorité parlementaire joue les godillots. Exception faite, il est vrai, des périodes de cohabitation. En faisant correspondre la durée du mandat présidentiel avec celle d'une législature parlementaire, cette relative « hybridité » des débuts a définitivement vécu⁴.

Le débat s'est ouvert. Certains, comme Nicolas Sarkozy, voire François Bayrou, veulent donner plus de pouvoir encore à l'incarnation du pouvoir élyséen. D'autres, comme Ségolène Royal, souhaitent modestement renforcer les prérogatives du Parlement pour, en quelque sorte, « rééquilibrer » les pouvoirs. Enfin, nombreux sont ceux qui prônent l'idée d'une VIe République plus ou moins totalement parlementaire, avec, inévitablement, la fin de l'élection du président au suffrage universel. C'est le cas de la gauche antilibérale, notamment du Parti communiste français. L'enjeu n'est pas mince. Le volet institutionnel est bel et bien l'un des leviers essentiels pour aller vers une démocratisation permanente de la République et sortir de la concentration des pouvoirs. Les manifestations du divorce croissant entre le peuple et les institutions sont nombreuses, ce dont a témoigné, par exemple, le « non » au traité constitutionnel européen quand 91% des parlementaires l'avaient adopté. Ce dont parle encore la sous-représentation des catégories populaires, des femmes, des jeunes, des couches issues de l'immigration dans les lieux de pouvoir. De fait, les conditions même de la refondation d'une démocratie moderne sont posées comme le passage à la proportionnelle, à une réelle parité, à la limitation du cumul des mandats à la participation des citoyens dans toutes les collectivités. Autant de questions par rapport auxquelles la gauche et la droite pourraient aider à clarifier la donne politique.

⁴ Avec le quinquennat au lieu de l'ancien septennat et l'inversion du calendrier – d'abord la présidentielle, ensuite les législatives -, on élit dans les faits un homme ou une femme avant une politique. Ce sera à cette personnalité qu'il faudra donner une majorité pour appliquer ses choix